



UNEP

ACHIM STEINER

Secrétaire général adjoint de l'ONU et Directeur exécutif du PNUE

Sur les berges de l'un des plus puissants fleuves d'Afrique australe, c'est littéralement pour sauver leur vie que les enfants jouent au jeu du Limpopo. Expérimenté à titre pilote dans des régions comme celles du Matabeland au Zimbabwe et de Gaza au Mozambique, ce jeu de société, par sa force ludique, leur apprend à être moins vulnérables aux inondations.

Si le pion du joueur tombe sur une case montrant un village bien protégé des inondations, ou sur une case qui conseille aux enfants de se réfugier sur les hauteurs avec le bétail, ce dernier avance de plusieurs cases. Mais, si son pion tombe sur une case montrant une forêt décimée, des terres dégradées, ou d'autres facteurs de vulnérabilité, le joueur doit reculer de six cases.

Ce jeu, qui fait partie d'un projet plus large financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a été lancé à la suite des crues dévastatrices du fleuve Limpopo il y a six ans. Il souligne de façon simple mais poignante les défis auxquels se heurtent les pays en développement lorsqu'ils tentent de s'adapter aux nouvelles conditions climatiques et aux phénomènes extrêmes qui en découlent.

Un développement propre

Les pays industrialisés commencent à faire des progrès et à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre grâce au Protocole de Kyoto et à la souplesse de ses mécanismes. Ce Protocole établit un lien avec le monde en développement, à travers son Mécanisme pour le développement propre (MDP). Ce mécanisme, qui a rapidement pris de l'ampleur, permet aux pays développés de compenser leurs émissions, par exemple en



UNFCCC

YVO DE BOER

Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

mettant en œuvre des projets de reboisement et de promotion des énergies renouvelables dans les pays en développement.

On prévoit que, d'ici à 2012, les réductions d'émissions certifiées dues au MDP s'élèveront à 1,2 milliards de tonnes au moins, c'est-à-dire davantage que les émissions de l'Espagne et du Royaume-Uni confondues.

Les pays industrialisés sont sur la bonne voie pour remplir leurs engagements de Kyoto, à condition qu'ils accentuent leurs efforts au niveau national, et qu'ils se servent activement des mécanismes du marché prévus par le Protocole. Cependant, il est clair qu'à long terme il leur faudra réduire plus fortement leurs émissions.

Mais la pollution due à leurs activités passées a déjà rendu certains changements climatiques inévitables. En effet, le dioxyde de carbone peut rester dans l'atmosphère jusqu'à 200 ans après y avoir été relâché. La communauté internationale doit donc aider les pays en développement à s'adapter.

Se protéger du climat

Les pays les moins avancés ont adopté des Plans d'action nationaux d'adaptation, comme prévu par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Prenons par exemple le Malawi, où il faudra pratiquement adapter tous les aspects de la vie aux variations du climat. L'intensité, la fréquence et l'ampleur des sécheresses et des inondations y ont considérablement augmenté au cours des dernières dizaines d'années.

Il y a six ans, des inondations ont détruit les viviers de poissons et, au milieu des années 90, la sécheresse

a décimé la totalité des réserves de poissons du lac Chilwa. Le Plan du Malawi affirme la nécessité de reconstituer ces réserves, de fournir une aide à la reproduction des poissons et de mieux comprendre l'effet perturbateur de la température sur la reproduction des principales espèces.

Ce plan prévoit également le reboisement du bassin hydrographique du fleuve Shire, qui produit la majeure partie de l'électricité du pays. Les barrages sont en effet envasés à cause de la déforestation associée à des pratiques agricoles non durables.

Le Plan des îles Samoa prévoit des mesures de renforcement des bâtiments contre les cyclones de plus en plus nombreux, la remise en service des sources d'eau communautaires et une aide au déplacement de certaines infrastructures et communautés vers des terrains plus élevés. Il déclare que l'amélioration de l'état des habitats et des écosystèmes aura un effet tampon essentiel contre les changements climatiques.

Réduire les émissions

Les financements destinés à l'adaptation commencent à être significatifs suite aux investissements effectués dans le cadre du MDP et suite aux contributions volontaires à un fonds spécial établi pour financer la mise en œuvre des activités des Plan d'action nationaux d'adaptation. Il faut toutefois augmenter ces ressources si l'on veut qu'elles produisent des résultats mesurables dans les pays les plus pauvres du monde.

Il devient clair que tous les investissements dans les pays en développement, publics comme privés, doivent prendre en compte la dimension des changements climatiques si l'on veut qu'ils soient viables. Mais cela ne saurait servir d'alibi pour ne pas agir sur la réduction des émissions.

Les scientifiques estiment qu'il faudra réduire les gaz à effet de serre de 60 à 80 % pour stabiliser l'atmosphère. C'est l'objectif sur lequel nous devons fermement nous concentrer. Sinon nous serons tous, que nous soyons riches ou pauvres, contraints de nous adapter, alors même que certains endroits deviendront invivables. Nous finirons par jouer à nos propres versions du jeu du Limpopo, et comme les enfants sur les berges du fleuve, ce sera pour sauver nos vies ■